

Domination du Front national?

Le parti de Marine Le Pen espère prendre la tête de plusieurs régions, dimanche 13 décembre. Ancré dans le paysage politique, il impose le tripartisme et fracture la droite. Si sa percée électorale est relative, le danger réside avant tout dans la notabilisation que lui permet le scrutin régional

Il n'y a pas de vague Bleu Marine

La poussée du FN est le résultat de la déliquescence des partis traditionnels et de la montée de l'abstention. En voix, le parti de Marine Le Pen ne progresse pas

PAR FRÉDÉRIC GILLI

Depuis dimanche, éditorialistes et élus se livrent à toutes les analyses sur la progression du Front national (FN), multiplient les interviews d'électeurs frontistes et cherchent ce qui, de la crise des migrants aux attentats, a pu précipiter la France dans les bras du nationalisme réactionnaire. Ce pays que tout le monde considérait comme le phare des libertés il y a à peine un mois, le voilà devenu quasi fasciste: rendez-vous compte, plus d'un Français sur quatre! Sauf que cette analyse est grossièrement inexacte. Faute de prendre son temps pour lire les résultats autrement qu'au travers de la loupe rapide des trois listes annoncées en tête entre 20 heures et 20 h 30 à la télévision, on multiplie les erreurs d'analyse et on alimente les fantasmes.

Je ne vais pas ici dire que le Front national ne progresse pas, ni qu'il ne gagne pas de nouveaux électeurs, surtout parmi les jeunes et les ouvriers. Les faits sont là: à force d'un patient travail de terrain, ce parti est en train de structurer un nouveau rapport à la politique dans des pans entiers de la population et il est bien possible que, une fois cette «socialisation» effectuée avec les cadres idéologiques qui vont avec, cela installe ces nouveaux électeurs dans un choix politique revendiqué et durable. D'ailleurs, à peine 50 % des électeurs FN de ce dimanche disent pouvoir envisager de voter pour un autre parti, c'est bien la preuve d'un ancrage fort.

Ce que l'on peut en revanche prendre avec plus de mesure, c'est l'idée d'une déferlante, voire d'une vague. C'est le problème de toujours regarder les résultats au prisme de pourcentages calculés sur les exprimés: on en oublie des repères fondamentaux comme le nombre de voix effectivement rassemblées ou la part que cela représente

dans l'ensemble de la population.

Sans banaliser les résultats de ce week-end, on peut tout de même s'autoriser un peu de recul historique: si les résultats du FN sont numériquement importants, puisque plus de 6 millions de Français ont glissé un bulletin FN dans l'urne, ils ne constituent pas un plus haut historique: celui-ci a été atteint à la présidentielle de 2012, quand les 17 % de Marine Le Pen rassemblaient 6,4 millions de personnes. Ils ne constituent pas, non plus, un record si l'on rapporte les scores réalisés le 6 décembre à l'ensemble de la population inscrite sur les listes électorales: avec 13,3 % des inscrits rassemblés, c'est le niveau atteint par Le Pen père au premier tour de la présidentielle de 2002, tandis que

Le Pen fille avait atteint 14 % en 2012.

Que nous disent ces chiffres? Que la forte progression du FN dans les pourcentages de suffrages exprimés tient plus à l'effondrement des partis traditionnels qu'à une forte progression de sa part. C'est comme quand la mer se retire, on voit la vase au fond. Certes la profondeur de vase peut être plus ou moins importante, mais on ne peut pas non plus oublier l'absence des flots supposés la couvrir: le 6 décembre, en rassemblant 14,6 millions d'électeurs et moins d'un tiers des inscrits (32,7 %), les (autres) partis représentés au Parlement (PC, Verts, PS, UDI, LR) ont atteint leur plus bas historique. Au printemps, ils avaient rassemblé 14,9 millions d'électeurs et 35 % des inscrits, ce qui était déjà historiquement très faible. En moyenne, depuis 1997, ces partis rassemblent 50 % des inscrits.

QUERELLES INTESTINES

Le Front national n'est donc pas beaucoup plus haut aujourd'hui qu'il ne l'était à la fin des années 1990. La différence est qu'à cette époque les partis politiques traditionnels n'étaient pas encore dans l'état de déliquescence qu'ils connaissent aujourd'hui: plus qu'une progression puissante du FN, le résultat de dimanche est avant tout la déconfiture combinée du PS et de ses alliés po-

tentiels à gauche, et de LR et ses alliés à droite.

On se félicite ainsi de la remontée de la participation, mais cela permet d'occulter au passage que, avec 22,4 millions d'abstentionnistes le 6 décembre, nous avons frôlé de très peu le record historique atteint en 2010. Certes, on ne sait pas ce qu'auraient voté les abstentionnistes, mais on ne peut pas non plus occulter que la progression de l'abstention dans les vingt dernières années (6 à 7 millions de personnes en plus qui s'abstiennent) s'est produite de manière concomitante avec une baisse significative du nombre des personnes votant pour les partis traditionnels (2 à 3 millions en moins pour la gauche et 2 à 3 millions en moins pour la droite): peut-être que 1 à 2 millions d'abstentionnistes se répartissent de manière équilibrée entre tous les partis, mais il y a bien un volume important des électeurs de gauche et de droite qui s'est volatilisés depuis le début des années 2000.

Le problème est que l'on préfère s'épouvanter devant les résultats du FN au lieu de regarder la réalité du désastre politique en face. Martine Aubry a sans doute une analyse très juste de la situation quand elle dit que «Sarkozy a tué la République, nous avons tué la politique» (*Le Monde* du 8 décembre). Lors des dernières municipales, deux types de listes avaient fortement progressé: les listes FN (qui avaient eu la faveur de la presse) et, surtout, un grand nombre de listes sans étiquette, souvent centristes mais regroupant des alliances locales hétéroclites. Les succès de cette offre alternative inscrite dans le jeu républicain ne se sont retrouvés ni dans les dernières cantonales ni dans les régionales, scrutins beaucoup plus encadrés par les partis classiques: sans doute le choix de Jean-Christophe Lagarde d'arrimer l'UDI à LR en jouant les systèmes de notabilité plus qu'une forme d'ouverture a-t-elle sapé la possibilité de cette émergence au centre.

L'éclatement de la gauche en querelles intestines a, de son côté, interdit que cette force surgisse à côté du Parti socialiste. Au final, dans ces élections, le FN a

été le seul parti qui n'apparaisse pas comme un parti d'élites politiques coupées de la population et essentiellement préoccupé par des affaires internes. On observe ainsi avant tout l'incurie de l'appareil politique actuel à renouveler ses pratiques et ses cadres autant que son enfermement dans des logiques de gestions : gestion budgétaire, gestion d'appareils, gestion de carrières... au choix.

Dans ces conditions, il faut presque se féliciter que l'abstention ait été aussi faible en proportion quand on considère le choix qui était proposé aux électeurs ! Des nouvelles régions aux compétences peu claires, des programmes techniques plus que politiques, des listes nées de la nécessité de ménager les intérêts individuels issus des appareils politiques et partisans régionaux précédents... Au sortir des municipales, j'avais écrit dans *Le Monde* (25 mars 2014) que le niveau de l'abstention n'était pas un problème de demande, car les Français sont en attente de politique, mais un problème d'offre : ils ne veulent pas du FN, mais aucun des partis traditionnels ne leur offre une perspective digne de se mobiliser.

Le problème reste entier. Le paradoxe est que l'on reproche aux Français leur supposé immobilisme, leur hostilité à tout changement, alors même que ces derniers ont (très massivement) voté pour la rupture en 2007 et le changement en 2012. Sauf que, pris dans les rets d'une administration et d'appareils incapables de se réformer, aucune des majorités issues de ces scrutins n'a véritablement engagé de transformation profonde de ce pays.

EFFETS DÉLÉTÈRES

Alors, on se reconforte ou on s'effraie à bon compte en analysant les raisons pour lesquelles les électeurs seraient devenus de plus en plus xénophobes et sécuritaires, car cela évite de se regarder soi-même de trop près en se demandant quelle est la part de responsabilité de chacun dans cette faillite collective des élites politiques, médiatiques et administratives de ce pays.

Le problème, c'est que cette façon de regarder le problème comme extérieur, de sonder les cœurs et les reins des Français pour comprendre ce qui leur arrive et pourquoi cette droitisation n'est en elle-même pas neutre : elle aggrave le mal.

Je travaille au quotidien dans les territoires les plus variés, organisant des réunions publiques et œuvrant à ce que l'ensemble de la population vienne effecti-

vement dans les salles pour débattre. J'y croise naturellement des électeurs et des cadres du FN puisqu'une partie de mon travail consiste à assurer une certaine représentativité des salles et que l'on déploie beaucoup d'énergie pour convaincre jeunes, ouvriers, chefs d'entreprise, etc., de se déplacer.

Et quand tout le monde se déplace, et quand tout le monde est rassemblé, je ne vois pas de haine dans les paroles qui s'échangent. Du ras-le-bol, oui, de l'angoisse, certainement, mais les interventions à tonalité xénophobe ou les discours stigmatisants sont très minoritaires. Bien plus faibles, en tout cas, que ce que l'on entend à longueur d'antenne. Ces réunions publiques, autant que tous les travaux que je peux mener dans différentes entreprises, montrent à quel point il y a une disponibilité des citoyens, habitants comme salariés, pour des transformations qui mettraient au cœur les grands principes d'un certain esprit français, ouvert, émancipateur, libre. Mais dans ce dialogue, l'interlocuteur politique semble hors jeu, absent, sidéré.

Il y a comme un décalage progressif et très inquiétant entre la réalité vécue sur le terrain et celle décrite dans les journaux et les cénacles : une analyse en sortie d'urnes au premier tour indique que 50 % des électeurs FN ne seraient pas prêts à voter pour un autre parti et que 20 % de ce qui reste des électeurs LR seraient prêts à voter pour le FN. On parle donc d'une porosité qui concerne un pan important de la droite dure de l'échiquier politique, mais qui ne représente que 3 % des électeurs. Dans les rédactions et les états-majors, on organise ainsi les discours et les analyses à l'aune des évolutions d'une partie infime de la population.

Cela produit plusieurs effets délétères. D'abord, cela conduit à donner un espace démesuré à une grille d'analyse des enjeux qui reste marginale dans le pays mais qui s'impose faute de place pour des débats ouverts. Ensuite, cela conforte cette grille de lecture puisque l'on ne finit par mesurer, à coup de sondages bien sentis, que les différentes alternatives autorisées par ce spectre, sans jamais for-

muler différemment les problèmes ou les questions. On teste et alimente ainsi un déclinisme et une fermeture sans bornes quand la société regorge d'initiatives, de bonnes volontés et d'envie de liens et d'échanges...

Enfin, cela relègue dans une abstention de plus en plus dure tous les autres électeurs potentiels qui désespèrent de trouver un espace et une offre politique qui leur correspondent. Et tout cela se fait en permettant aux appareils politiques classiques, de tous les partis, de ne pas s'interroger plus durement sur leurs pratiques militantes, sur le nombre de jours qu'ils ont passés sur le terrain, hors périodes électorales, à échanger librement avec les habitants et à forger collectivement du sens pour construire les repères dont nous avons tous terriblement besoin dans les moments que nous sommes en train de vivre. ■



Frédéric Gilli est chercheur à Sciences Po, directeur associé de l'agence Campana Eleb Sablic

**ON EN OUBLIE
DES REPÈRES
FONDAMENTAUX,
COMME LE NOMBRE
DE VOIX
RASSEMBLÉES
OU LA PART QUE
CELA REPRÉSENTE
DANS L'ENSEMBLE
DE LA POPULATION
DANS CES
ÉLECTIONS, LE FN
A ÉTÉ LE SEUL PARTI
QUI N'APPARAISSE
PAS COMME UN PARTI
D'ÉLITES POLITIQUES
COUPÉES
DE LA POPULATION
ET PRÉOCCUPÉ
PAR DES AFFAIRES
INTERNES**

« S'il dirige une région, le FN gagnera en légitimité sans prendre de risque politique », assure Laurent Davezies

ENTRETIEN

Laurent Davezies est un spécialiste des inégalités territoriales. En 2012, il analysait les disparités régionales de la France contemporaine (*La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Seuil). Auteur du *Nouvel Egoïsme territorial: le grand malaise des nations* (Seuil, 112 pages, 11,80 euros), il explique, aujourd'hui, comment se redessine le grand clivage politique territorial et énumère les véritables dangers d'une implantation régionale du Front national (FN).

Faut-il s'alarmer de la percée du FN dans les territoires français ?

Les élections régionales, c'est un double cadeau fait au FN. Sur le plan de la représentation, tout d'abord. Car le taux d'abstention (50 %) à ce scrutin mineur et fort peu mobilisateur gonfle son score (28 % des votants). Or, dimanche [13 décembre], s'il confirme sa dynamique, le FN n'aura récupéré que 13 % des électeurs inscrits, c'est-à-dire moins que Marine Le Pen à la présidentielle de 2012.

Sur le plan politique, ensuite, le cadeau est presque trop beau. Les régions sont des nains politiques, elles n'ont que peu de pouvoir en matière d'action publique. Leurs compétences sont limitées, elles génèrent environ 1 % du produit intérieur brut de la France et ne dépensent qu'un peu plus de 27 milliards d'euros.

On a fait croire aux Français que le gouvernement des régions pilotait l'économie régionale. C'est un leurre. Donc, si vous êtes un élu radicalisé à l'extrême droite, les possibilités de nicher vos idées politiques sont très réduites. Les murs des lycées, les transports régionaux ou l'apprentissage n'offrent pas beaucoup de marge de manœuvre, à l'exception du retrait de certaines subventions aux associations.

Rien ne changera fondamentalement pour les habitants de ces régions présidées par le FN. Ce parti pourra dire: « Vous voyez, on sait très bien gérer les choses. » Et les électeurs se diront: « En effet, il n'y a pas de catastrophe majeure. »

L'idée que ce parti peut ainsi diriger la

France fera son chemin sans l'épreuve réelle de l'exercice du pouvoir. Le danger du FN en région est grand, précisément parce qu'il ne prend aucun risque. Car au bout de quelques années, la légitimation politique sera faite. Diriger une région, c'est jouer à la dinette politique. Mais c'est un immense capital symbolique pour accréditer l'idée selon laquelle on peut faire de la grande cuisine et jouer dans la cour des grands.

Mais si le FN mobilise 6 millions d'électeurs pour les régionales, ne pourrait-il pas rassembler davantage pour la présidentielle de 2017 ?

Je ne le crois pas, car personne ne comprend rien à ces élections. Dans les années 1980, l'identité territoriale était importante, car les régions étaient fortes et identifiables. Aujourd'hui, ces treize grands ensembles régionaux ne suscitent aucune adhésion. A contrario, l'élection présidentielle mobilise fortement (80 % des électeurs). Or, je ne pense pas qu'il y aurait 12 millions d'électeurs du FN s'il n'y avait pas autant d'abstention.

Après la présidentielle de 2012, vous aviez analysé le profil des 6 000 villes où Marine Le Pen était arrivée en tête. Aux régionales, ce sont toujours les zones périurbaines qui votent massivement FN ?

La région PACA et la vallée de la Garonne mises à part, ce sont en effet les territoires de crise industrielle et périurbains qui ont voté FN. Ce sont les périphéries des grandes villes. Ce ne sont pas les pauvres mais les classes moyennes qui se mobilisent pour le FN. Des habitants en situation de fragilité économique, notamment très sensibles à la hausse du prix du carburant ou du chauffage.

Ils ont adopté un mode de vie à l'américaine, avec une maison et deux voitures, et prennent de plein fouet la crise de l'industrie et du BTP. Ce sont les régions du désarroi, pas des territoires de RSA. Ce sont des « petits-moyens blancs », ceux que certains intellectuels parisiens appelleraient des « beaufs » (qui polluent et votent mal), qui dessinent une espèce de grand « Z » du vote FN sur l'Hexagone: du

nord à l'est, de la vallée de la Garonne à la Méditerranée.

L'Ouest, par contre, en plein essor économique et qui sait, comme la Bretagne, garder une identité régionale forte, est moins touché par cette dynamique. Et vote même en masse pour les modernisateurs du Parti socialiste. Nous assistons à un véritable clivage politique territorialisé.

Quelles sont les spécificités des régions PACA et de la vallée de la Garonne ?

En PACA, l'héritage de l'histoire coloniale de la France en Algérie est encore présent et le vote des pieds-noirs reste important. L'appel à la main-d'œuvre immigrée venue travailler dans les terres agricoles, dans la culture du melon, par exemple (qui nécessite 30 ou 40 personnes dans un champ), a créé des zones rurales semblables à la Louisiane, où les migrants et enfants d'immigrés sont très implantés, comme dans le centre-ville de Carpentras (Vaucluse), par exemple. En Ile-de-France ou dans la région lyonnaise, le tissu urbain a permis de mieux faire circuler les communautés, sauf dans les cités.

Mais pourquoi le vote FN est-il souvent plus fort dans les zones où il y a moins d'immigrés et moins fort là où il n'y en a presque pas ?

Les territoires les plus exposés à la différence culturelle ne votent pas majoritairement pour le FN, en effet, regardez la Seine Saint-Denis. Dans les 6 000 communes qui ont voté Marine Le Pen, il y a peu d'immigrés. On pourrait penser que ces habitants ont quitté ces zones pour cause d'« insécurité culturelle ».

Or, les faits prouvent le contraire. C'est le désastre économique et les inégalités territoriales qui expliquent la montée du FN. Et c'est une bonne nouvelle: cela veut dire qu'un changement de politique pourrait vraiment modifier la donne. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLAS TRUONG

Laurent Davezies est professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

Le sarkozysme contribue à la montée du lepénisme

Tant que la droite estimera que la gauche au pouvoir est illégitime et que le libéralisme politique est suspect, la porosité entre son électorat et celui du FN sera forte

PAR JEAN-YVES CAMUS

Les résultats du second tour des élections régionales ne sont pas écrits. Le Front national (FN) peut espérer l'emporter dans deux régions comme il peut n'en gagner aucune. Si tel était le cas, ce serait du fait de la convergence de deux électorats qui ne défendent ni les mêmes valeurs ni les mêmes projets pour la France. Que tout soit fait, à gauche, pour barrer la route au FN ne pourra exonérer longtemps de revenir sur les causes de la lente mais continue transformation d'une force politique marginale d'extrême droite en parti ayant réussi à imposer une forme de tripartisme sans équivalent depuis 1945. En effet, ce dont il peut s'agir, dès le 14 décembre, est ni plus ni moins qu'une inversion du rapport de force entre la droite conservatrice d'un côté, la droite identitaire de l'autre.

En attribuant la responsabilité de la progression du FN à la gauche, Nicolas Sarkozy voit court. En 1983-1984, c'est bien un électorat de droite radicalisé qui formait les premiers gros bataillons frontistes. Mais cette radicalisation ne s'est pas faite toute seule : elle était entretenue par ceux pour qui « *il n'y a pas d'ennemis à droite* », tant il est vrai que la droite a du mal à digérer la culture de l'alternance. Il n'est pas étonnant qu'en 1983 et en 1986 ait paru, sous la direction de Patrick Buisson, un guide de l'opposition qui indiquait le logiciel idéologique et les coordonnées des sections locales des branches du RPR, de l'UDF et du Parti radical mais aussi du FN, où naît alors la notion de préférence nationale.

Le problème, plus profond, tient à deux

facteurs. D'une part, la droite ne supporte pas l'idée d'une gauche légitime à gouverner et s'érige encore aujourd'hui en détentrice « naturelle » du pouvoir. Le soupçon pèse sur elle d'être entrée au pouvoir par effraction. Cela autoriserait toutes les concessions aux idées et au langage frontistes, dès lors que cela pourrait contribuer à délégitimer l'adversaire.

Ensuite, la droite n'offre guère de place à la famille libérale, au sens politique du terme. C'est cette profonde imprégnation de la mentalité de droite par le césarisme, le nationalisme hexagonal et la volonté de contrôle des libertés qui a vu nos conservateurs dépassés sur leur flanc sans s'apercevoir de rien, sinon que leur monopole sur la grande famille des droites menaçait de disparaître.

Peu de ce qui est frontiste leur est insupportable, s'il n'existait pas le tabou d'une guerre et d'une Occupation qui font de l'antisémitisme et de la préférence nationale des lignes à ne pas franchir.

UNE VOIE SANS ISSUE

Sur l'identité nationale, l'immigration, la droite reste dans l'erreur, comme le montre l'intervention de Nicolas Sarkozy le 7 décembre, vantant le discours de Grenoble, les racines chrétiennes de la France et la proposition de sortir de Schengen.

Pourquoi est-ce une voie sans issue ? Parce que sauf à transposer ici cette « démocratie illibérale » dont la Hongrie d'Orban est le modèle, M. Sarkozy et ses partisans ne pourront jamais donner aux électeurs du FN ce à quoi ils aspirent : un arrêt total de l'immigration extra-européenne ; une restriction drastique du droit à la pratique religieuse non pas des islamistes mais des musulmans ; un retour à l'Etat-nation dégagé d'engagements supranationaux.

Que reste-t-il à nos conservateurs pour convaincre les frontistes ? Que le FN mène le pays au déclin ? Mais dans le vécu de l'électeur FN, il est déjà là ! Il s'appelle chômage, précarité, délitement du service public, et cet électeur-là, s'il est hostile à la gauche, sait aussi dresser le bilan de la droite. Autant dire qu'il attend du chef de l'opposition autre chose qu'un remake de 2007. ■

Jean-Yves Camus est le directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès. Il est coauteur, avec Nicolas Lebourg, des « Droites extrêmes en Europe » (Seuil, 320 pages, 20 euros).